

Discours de politique générale de Michel Barnier

1^{er} octobre 2024

En bref :

26 jours après avoir été nommé ministre par Emmanuel Macron, Michel Barnier présente son discours de politique générale aux députés de l'Assemblée nationale.

Le discours se structure en 3 temps :

- La double exigence du Premier ministre : répondre à la dette financière et écologique ;
- La méthode : agir dans le dialogue et le respect ;
- La feuille de route, présentation de 5 chantiers principaux :
 - Le niveau de vie des Français ;
 - L'accès à des services publics de qualité ;
 - La sécurité au quotidien ;
 - Une politique de maîtrise de l'immigration ;
 - Renforcement de la fraternité.

[Le replay](#)

1. Discours de politique générale

Propos liminaire – Une feuille de route menée par une double exigence : répondre à la dette financière et écologique

Dettes publiques et maîtrise des finances publiques

- Dette publique colossale : une véritable "épée de Damoclès".
- Le déficit devrait cette année dépasser les 6% de la richesse nationale.
 - Objectif : ramener le déficit à 5% en 2025, revenir sous le plafond des 3% en 2029.
- Pour réduire cette dette :
 - En 2025, "les deux tiers de l'effort de redressement" viendront de la « **réduction des dépenses** »
 - **L'efficacité de la dépense publique** : "Nous ferons la chasse aux doublons, aux inefficacités, aux fraudes, aux abus du système et aux rentes injustifiées."
 - **Impôts et fiscalité** :
 - Demande d'"une participation au redressement collectif aux grandes entreprises. Nous le ferons sans remettre en cause notre compétitivité. (...) et une contribution exceptionnelle aux Français les plus fortunés afin d'éviter les stratégies de défiscalisation des plus gros contribuables"
 - Lutte contre la fraude fiscale et la fraude sociale : "**y compris en sécurisant les cartes vitales pour éviter le versement indu d'allocations**"
- "Sur ces questions budgétaires, il y aura des choix sérieux et graves à faire, avec vous, au moment de la discussion sur le budget. Le projet de loi de finances, préparé en extrême urgence, tient compte de cette nécessité de redresser les comptes. Dans ce cadre, je souhaite que le Parlement, comme c'est son rôle, débatte, ajuste, améliore."

“Dettes écologiques”

- Dette écologique : Michel Barnier rappelle sa sensibilité sur les sujets environnementaux depuis le début de sa vie publique.
- “Ne jamais sacrifier l’avenir au présent”, Pierre Mendès France.
- **Rappel des progrès comme la baisse des gaz à effet de serre de 3,6% au premier semestre 2024.**

Transition écologique et économie circulaire

- “La transition écologique doit être un moteur de notre politique industrielle” et passe par une **“écologie de solutions”**:
 - **Décarbonation des usines ;**
 - Encouragement **innovation ;**
 - Implantation de nouvelles industries de la transition ;
 - **Renforcement de nos filières de recyclage.**
- **Lutter contre le changement climatique** via la préservation de la biodiversité et le **développement de l’économie circulaire.**
- Valorisation des initiatives locales.

Politique énergétique

- Agir sur l’offre énergétique :
 - Développement du **nucléaire** avec de nouveaux réacteurs
 - mais aussi le **développement des énergies renouvelables** en mesurant leurs impacts,
 - **Valoriser la biomasse pour décarboner** efficacement la production de chaleur et de gaz et des bio-carburants pour l’aviation ;
 - Laboratoire d’innovation pour le solaire et la géothermie en Outre-Mer ;
 - Simplification du Diagnostic de Performance Energétique.

Planification

- Reprise immédiate des travaux de planification, avec les outils dont nous disposons : la Stratégie française énergie-climat, le troisième plan national d’adaptation au changement climatique, la nouvelle programmation pluriannuelle de l’énergie.

Eau

- Consacrer aux enjeux stratégiques liés à l’eau une **grande conférence nationale**

Propos liminaire - politique, participation citoyenne et action publique

Dialogue, représentativité et partenariat entre les collectivités et l’Etat

- Michel Barnier appelle à une véritable coopération entre le gouvernement et le Parlement, mais aussi entre les partis via la **création de proposition de loi transpartisane** : “Nous devons faire du dialogue et de la culture du compromis un principe de gouvernement.”
- **Il appelle à dialoguer pour corriger la loi sur la réforme des retraites** :
 - Retraites progressives ;
 - Usure professionnelle ;

- Réfléchir à des aménagements pour plus d'égalité entre les femmes et les hommes.
- Il se dit prêt à une réflexion sur le **scrutin proportionnel** face à la demande de représentativité.
- **“Je souhaite qu'il y ait moins de texte mais plus de temps pour en débattre”**.
- Volonté d'un “renouveau du dialogue social”.
- **Mise en place d'une journée nationale de consultation citoyenne** : ouverture des mairies, chaque niveau de collectivités pourra poser une question aux citoyens, ouvrant ainsi un débat.
- “Je me fais une haute idée du rôle des collectivités locales dans la République”.
- **Bâtir un nouveau contrat de responsabilité entre les collectivités locales et l'Etat** : Respecter les compétences des collectivités locales et regarder les possibilités de les renforcer.
 - Reprise du dialogue entre la Ministre du Partenariat avec les Territoires et de la Décentralisation et les élus de **Corse**.

Reprise du chantier de la loi de simplification

- Donner de la flexibilité aux Préfets notamment vis-à-vis du développement de maison “France services” ;
- Développer une “culture de l'évaluation” : ne pas dépenser plus mais mieux.
- **Mutualisation et regroupement d'agences, opérateurs et fonds** qui ont des objectifs proches comme Business France et Atout France ;
- **Fusion de France Stratégie avec le Haut-Commissariat au plan** ;
- Limiter les nouvelles normes au strict minimum.

Nouvelle Calédonie

- Veiller à sa reconstruction **économique, politique et social** ;
- Report de la loi organique.

Propos liminaires - principes républicains et universalisme

- Aucune tolérance à l'égard du racisme et de l'antisémitisme ;
- Aucune tolérance à l'égard des violences faites aux femmes ;
- Aucune tolérance à l'égard du communautarisme ;
- Aucun accommodement sur la défense de la laïcité ;
- Aucune discrimination et remise en cause des libertés conquises par le passé (IVG notamment, mariage pour tous, dispositions législatives sur la PMA).

1er chantier : Le niveau de vie des Français

- Michel Barnier appelle à l'amélioration du niveau de vie des Français frappés par la vie chère dès l'année prochaine, avec une économie vigoureuse, où chacun puisse bien vivre de son travail. Il constate de nombreuses créations d'emplois grâce à :
 - L'attractivité de la France pour les investissements internationaux ;
 - La réussite de nos entrepreneurs et de nos entreprises ;
 - Des dispositifs d'insertion par l'activité économique de travail adapté, notamment pour les personnes en situation de handicap.

Emploi, revenus et pouvoir d'achat

- Selon le Premier ministre, la France doit :
 - **Amplifier son ambition industrielle : nouveau livret d'épargne dédié à l'industrie ;**
 - Faire du RSA un tremplin vers l'insertion avec l'action de France travail

Michel Barnier présente plusieurs points qu'il juge centraux pour améliorer le niveau de vie des Français :

- Le salaire :
 - Prévion d'une **revalorisation de 2% du SMIC dès novembre** en anticipation de la date du 1er janvier ;
 - Agir sur les branches professionnelles pour lesquelles les minimas sont inférieurs au SMIC ;
 - **Revoir le dispositif d'allègement de charges** qui freine la hausse des salaires au-dessus du SMIC ;
 - **Relancer la participation, l'intéressement et l'actionnariat salarié pour toutes les entreprises.**
- Les prix :
 - Répercuter la baisse de l'inflation sur le budget quotidien des Français.

Alimentation (et agriculture)

- Permettre une alimentation saine, variée et de qualité à la portée de tous ;
- **Soutenir les agriculteurs et pêcheurs**, dont la production est vitale pour notre souveraineté alimentaire et notre compétitivité :
 - **Poursuivre le Plan Éco-phyto ;**
 - Lorsqu'ils sont frappés par des crises ;
 - Au sein de l'UE : poursuivre la simplification des règles et s'assurer que les accords de libre-échange respectent leurs intérêts et la réciprocité, mieux détecter les cas de sur-transposition des normes européennes ;
 - Leur donner des perspectives à long terme ;
 - **Renforcer la transparence sur les marges pratiquées par la grande distribution ;**
 - Encourager les contrats tripartites entre agriculteurs, transformateurs et distributeurs ;
 - **Reprendre le projet de loi pour la souveraineté agricole** et le renouvellement des générations en agriculture.

Logement

- **Amplifier la baisse des taux d'intérêt** pour créer de la croissance et revitaliser la construction des logements ;
- **Faire évoluer la réglementation "zéro artificialisation nette"** pour répondre aux besoins essentiels de l'industrie et du logement ;
- Relancer l'investissement locatif et l'accession à la propriété : **extension du prêt à taux zéro sur tout le territoire, et simplification des normes sur la construction** des logements neufs et réhabilitation des anciens ;

- Logement social : **adapter les loyers aux ressources des locataires**, et donner plus de pouvoir aux maires dans l'attribution des logements sociaux.

Transports

- Investir en priorité dans les transports du quotidien et offrir des solutions de transport aux Français des zones périurbaines et rurales.
- Rattachement du ministère des transports à un grand ministère des partenariats avec les collectivités pour favoriser l'initiative locale

2ème chantier : Services publics

Éducation nationale

- Permettre le respect et la protection de tous les personnels de l'Éducation nationale et garantir le bon fonctionnement des établissements plutôt que de réformer ;
- Renforcer l'attractivité du métier d'enseignants ;
- Solutions au remplacement de professeurs absents : faire appel au professeurs retraités volontaires, y compris pour accompagner leurs jeunes collègues ;
- Favoriser l'accès à la culture et au sport ;
- Soutenir les élèves en difficulté, favoriser l'accessibilité des personnes en situation de handicap et l'inclusion scolaire ;
- Investir dans les équipes et dispositifs d'orientation pour mieux accompagner les élèves dans leurs choix d'avenir en valorisant les filières professionnelles ;
- Lutter contre le harcèlement à l'école et sur les réseaux sociaux.

Petite enfance

- **Développer le service public de la petite enfance** : premiers apprentissages, premières protections.

Santé

- **Deux défis principaux : le fonctionnement de l'hôpital public et les déserts médicaux**
 - Le fonctionnement de l'Hôpital public :
 - Simplification et réduction des formalités administratives qui prennent du temps aux patients ;
 - Santé mentale : grande cause nationale de l'année 2025 : touche 1/5 des Français, surtout les jeunes ;
 - Prévention : des comportements à risques, des dépistages, du sport-santé.
 - Les déserts médicaux :
 - Mise en place du **programme Hippocrate** : engagement volontaire des internes, français et étrangers, pour une période donnée et grâce à l'accompagnement de l'Etat et des collectivités, à exercer dans les territoires qui manquent le plus de médecins ;
 - Renforcement des politiques déjà en place : Assistants médicaux, bus de santé, télémédecine, télésurveillance, IA, travail des médecins retraités avec un cumul favorable ;
 - Favoriser l'Accès aux soins grâce à une **loi "infirmier, infirmières"** afin d'aller plus loin dans la reconnaissance de leur expertise et compétence mais aussi, dans un second temps d'une loi kinésithérapeute et pharmaciens ;

- Généralisation du service d'accès aux soins d'ici la fin de l'année.

3ème chantier : Sécurité

- Déployer, sous l'autorité des préfets et des procureurs, un plan d'action dans chaque département par la police et la gendarmerie nationales.
- Réduire les procédures administratives dans les commissariats et gendarmeries pour augmenter le temps de présence des forces de l'ordre sur la voie publique.
- Priorité donnée à la lutte contre le trafic de drogue, la criminalité organisée, l'économie sous-terrain.
- Réduire les délais de jugement, particulièrement pour les mineurs.
- **Reprendre la discussion sur la création d'une procédure de comparution immédiate pour les mineurs délinquants de plus de 16 ans** déjà connus de la justice et poursuivis pour des actes graves d'atteinte à l'intégrité physique des personnes.
- **Faire en sorte que les jugements soient respectés, les peines exécutées sans être transformées** pour ne pas faire perdre toute crédibilité à la réponse pénale :
 - Peine de prison courte et immédiate pour certains délits ;
 - Réviser les conditions d'octroi du sursis ;
 - Limiter les possibilités de réduction ou d'aménagement de peines ;
 - Recourir davantage aux travaux d'intérêt général, aux amendes administratives et forfaitaires délictuelles, avec des retenues sur salaires et sur prestations sociales pour qu'elles soient payées ;
- **Construire de nouvelles places de prison** et diversifier les solutions d'enfermement ou de surveillance effective en fonction du profil de la personne détenue et de la peine prononcée.
- **Renforcer la fermeté de la politique pénale** (la fermeté étant par ailleurs indissociable du respect de l'État de droit et du principe d'indépendance et d'impartialité de la justice).

4ème chantier : Immigration

- Sortir l'immigration de l'impasse idéologique.
- Un constat : "nous ne maîtrisons plus de manière satisfaisante notre politique migratoire" et "nous n'atteignons plus de manière satisfaisante nos objectifs d'intégration".
- **Traiter plus efficacement et en proximité les demandes d'asile afin de donner plus rapidement des réponses.**
- Faciliter la prolongation exceptionnelle de la rétention des étrangers en situation irrégulière afin de mieux exécuter les obligations de quitter le territoire.
- **Mieux contrôler frontières :**
 - Mise en place rapide du pacte européen sur la migration et l'asile ;
 - Pour compléter le pacte, redonner à Frontex sa mission 1ère de garde-frontière européenne.
- Rétablir le contrôle à nos frontières.
- Possible conditionnement de l'octroi de visas à l'obtention de laissez-passer consulaires nécessaires aux reconduites à la frontière.

5ème chantier : Fraternité

- **Maintenir l'élan de fraternité vis-à-vis du handicap en vigueur lors des Jeux-Olympiques.**

- Renouer avec la politique familiale en soutenant toutes les familles, notamment monoparentales.
- **Combattre la pauvreté** qui progresse à nouveau.
- Encourager le bénévolat et la vie associative qui font reculer l'isolement et la solitude.
- **Développer une politique culturelle accessible à tous**, notamment aux jeunes car elle permet de favoriser l'égalité des chances et l'ouverture personnelle.
- Favoriser le tissage de liens entre les générations : développer la cohabitation intergénérationnelle
- **Reprise des travaux sur la fin de vie en 2025**. Renforcement des travaux sur le développement des soins palliatifs dès 2025.

Conclusion

- En conclusion, le Premier ministre a évoqué l'influence de la France dans le monde et le travail que représente la construction de celle-ci. Il a également rappelé son attachement à la construction européenne. Il a souligné le fait que la France "resterait au côté du peuple ukrainien" et "restera également active au Proche et au Moyen Orient".
- Enfin, il a exhorté : *"J'en appelle à toutes les formations politiques qui composent cette Assemblée. Et à chacune et chacun d'entre vous qui représentez le peuple français. Devant l'urgence de la situation, et pour l'avenir, recherchons des chemins communs ! Dégageons des compromis ! Relevons la ligne d'horizon ! Prenons soin de la République : elle est fragile. Prenons soin de l'Europe : elle est nécessaire. Prenons soin de la France et des Français : ils nous demandent de dépasser nos divisions et nos querelles et d'agir pour l'intérêt supérieur du pays. Oui, les Français méritent notre engagement."*

La confiance n'a pas été demandée par Michel Barnier. A la suite de sa prise de parole, l'ensemble des groupes politiques a pris la parole. Le Premier ministre a ensuite répondu dans une courte prise de parole finale.